



La périlleuse stratégie de Nicolas Sarkozy face au FN

Florence Haegel

► To cite this version:

| Florence Haegel. La périlleuse stratégie de Nicolas Sarkozy face au FN. 2015. hal-02371148

HAL Id: hal-02371148

<https://sciencespo.hal.science/hal-02371148>

Submitted on 19 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THE CONVERSATION

La périlleuse stratégie de Nicolas Sarkozy face au FN

11 décembre 2015, 12:16 CET

Florence Haegel

Professeure de sciences politiques (Centre d'études européennes), Sciences Po – USPC

Les partenaires de The Conversation

The Conversation France est financé par l'Institut Universitaire de France, la Conférence des Présidents d'Université, Paris Sciences & Lettres Research University, Sorbonne Paris Cité, Sorbonne Universités, l'Université de Lorraine, l'Université Paris Saclay et d'autres institutions membres qui fournissent également un soutien financier. Plus



La ligne du « ni, ni » prônée par Nicolas Sarkozy l'a emporté pour le second tour des Régionales. Pascal Pochard-Casabianca/AFP

Comme prévu, la question de la « ligne » du Parti socialiste (PS) et des Républicains (LR) par rapport au Front national (FN) est au cœur de la campagne régionale de l'entre-deux tours. À droite, le Bureau politique de LR a ratifié la stratégie dite du « ni, ni » : ni FN, ni PS. Cette stratégie avait conduit à appeler à l'abstention ou au vote blanc en cas de duel FN/PS lors des dernières départementales ou législatives partielles.

Elle ne se traduira pas de manière aussi coupante ce dimanche, faute de duel de ce type. Mais elle se manifeste déjà par le maintien du candidat LR en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (Dominique Reynié), seule région où le candidat de droite est arrivé en troisième position. À l'exception de deux poids lourds de LR, Nathalie Kosciusko-Morizet, vice-présidente du parti, et Jean-Pierre Raffarin, président du Conseil national, qui s'y sont opposés, l'expression des divergences a été provisoirement suspendue et le débat sur la ligne sarkozyste s'ouvrira dès le lendemain du second tour.

Pour le moment, ce débat a essentiellement mobilisé des arguments moraux : on a ainsi entendu parler de valeurs, de faute et de faiblesse morales, d'immoralité... Mais qu'apprend-on si l'on déplace le débat en s'interrogeant non plus sur la morale, mais sur l'efficacité politique des diverses stratégies à l'égard de l'extrême droite ? On peut alors se référer aux études menées à l'échelle européenne. Le cas français n'est pas unique et des travaux ont porté sur les effets des stratégies adoptées par les partis européens vis-à-vis des mouvements d'extrême droite.

En Europe, une panoplie de stratégies

Commençons par le début. Les partis dominants et installés peuvent, en théorie, répondre à l'émergence d'un outsider de différentes manières. Face à l'installation de l'extrême droite, ils ont, par exemple, puisé dans toute une panoplie de stratégies incluant d'abord l'indifférence et l'ignorance ou l'isolation et l'ostracisme, enfin la collaboration et la récupération.

L'indifférence consiste à ne pas en parler et à éviter de se positionner sur les thèmes que promeuvent ces mouvements, l'objectif étant de réduire leur place en étouffant les thèmes dont ils sont porteurs. Cela est souvent la première réaction des partis dominants mais l'installation sur le long terme d'un nouveau parti n'est jamais totalement déconnectée de transformations sociales profondes et il est donc difficile d'éviter, sur le long terme, d'aborder des thèmes qui préoccupent les électeurs. Ainsi, les succès de l'extrême droite européenne traduisent une résistance à la mondialisation, et en particulier à l'ouverture des frontières.

La deuxième stratégie possible est l'isolation ou l'ostracisme qui peuvent prendre des formes variées, allant de la restriction légale à l'exclusion des coalitions, incluant aussi des réactions comme la stigmatisation publique ou la mise en œuvre de contre-attaque idéologique. Le cas allemand et son arsenal d'instruments de protection démocratique, parmi lesquels l'interdiction pure et simple du parti d'extrême droite, se situe, par exemple, à un bout du continuum. Le cas belge, connu sous le terme de **stratégie du « cordon sanitaire »**, passe par le refus formalisé d'intégrer la droite radicale dans des coalitions ou de lui faire une place dans les médias.

Le « front républicain » évoqué par les socialistes français relève du même registre. Bien entendu, la stratégie d'isolation peut varier selon les échelles. Le cas français fournit des exemples des distorsions possibles entre une isolation à l'échelle nationale et **quelques collaborations municipales et régionales** comme en 1998.

Symétriquement, le troisième type de stratégies – dites d'accommodation – se décline en plusieurs variantes : construction de coalitions électorales, participation gouvernementale (cas autrichien et italien), soutien parlementaire (**cas danois**) ou récupération idéologique et programmatique consistant à concurrencer le parti d'extrême droite sur ses thèmes de prédilection, principalement les questions d'immigration et de sécurité.

« Conspiration du silence »

La position revendiquée par LR associe la ligne du « ni, ni » et la récupération thématique. Cette récupération des thèmes du FN a été de plus en plus nette sous le leadership sarkozyste. Introduite en 2007, elle a été **accentuée en 2010** après la défaite des Régionales et amplifiée lors de l'élection présidentielle de 2012.

À long terme, quels sont les effets d'une telle stratégie ? Les quelques travaux disponibles conduisent à alerter sur les dangers d'une telle ligne de conduite. **Deux chercheurs hollandais** ont ainsi comparé sept cas européens et catégorisé l'évolution de la manière dont les partis dominants de la droite, dans chacun de ces pays, avaient traité les « partis anti-immigration » de 1989 à 2004 en distinguant les séquences d'ostracisme et d'inclusion.

Leur objectif est d'évaluer l'impact des stratégies des partis dominants sur les positions idéologiques des partis anti-immigration, et en particulier de tester l'hypothèse selon laquelle l'ostracisme de ces derniers conduirait à leur radicalisation idéologique. Au final, ils établissent que le maintien de l'ostracisme des partis d'extrême droite tend à les figer dans des positions radicales – mais pas à les radicaliser. En revanche, l'inclusion dans des alliances conduit bien à les banaliser idéologiquement puis à les affaiblir.

D'autres travaux ont établi des résultats complémentaires en posant une question de départ sensiblement différente. Un autre chercheur a tenté d'élaborer un modèle d'explication globale et à grande échelle du vote d'extrême droite en comparant l'audience de ces partis dans l'ensemble des pays membres de l'Union européenne avant l'élargissement – en y ajoutant la Norvège – et sur une durée de plus de vingt ans (de 1980 à 2002). Il s'est posé la question suivante : les partis d'extrême droite se développent-ils parce que les partis dominants de droite ne prennent pas de positions assez fortes sur la question de l'immigration – hypothèse qu'il qualifie de « conspiration du silence » ? Ou, au contraire, la récupération par la droite classique des thèmes de l'extrême droite conduit-elle à renforcer la saillance et la légitimité de la thématique de cette dernière et, dès lors, son audience électorale ? Ses résultats valident la deuxième hypothèse : la prise en compte par les partis de droite modérée des enjeux associés à la droite radicale conduit à légitimer les positions de celle-ci et à entretenir son audience.

Avant d'ouvrir le débat sur sa ligne politique, les dirigeants de LR devraient se demander si, en conjuguant refus d'alliance et récupération thématique, ils n'ont pas opté pour la pire des solutions, comme le montrent les résultats de ces élections régionales.



Parti socialiste

Front national

régionales

extrême droite

élections

Les Républicains

partis politiques



Tweet49



Partager34



Recevoir la newsletter